



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'environnement,
des transports, de l'énergie et de la communication DETEC

Office fédéral des routes OFROU

KBOB

Koordinationskonferenz der Bau- und Liegenschaftsorgane der öffentlichen Bauherren
Conférence de coordination des services de la construction et des immeubles des maîtres d'ouvrage publics
Conferenza di coordinamento degli organi della costruzione e degli immobili dei committenti della costruzione pubblici
Coordination Group for Construction and Property Services

Contrat d'entreprise

Version OFROU / Septembre 2019

Désignation du projet:	Upn.1 Etoy-Ecublens
Désignation abrégée du projet:	06U1ETECUB
Numéro du projet:	N01.06 160020
Chef de projet du maître d'ouvrage:	Gestion des projets
Procédure d'attribution:	Procédure ouverte
Classification selon LMP/OMP:	Marché de services
Numéro du contrat:	N01.06 160020.Provisoire_00007287
Date d'établissement:	
Objet du contrat:	Laboratoire du MO - Réfection des revêtements autoroutiers

Rémunération nette, TVA non comprise, escompte non déduit, selon chiffre 3.1: CHF 0.00

conclu entre	La Confédération suisse
agissant par	L'Office fédéral des routes OFROU Filiale d'Estavayer-le-Lac Place de la Gare 7, 1470 Estavayer-le-Lac
appelée ci-après	maître de l'ouvrage
représenté par	Groupement NIP p.a. Schopfer & Niggli SA Boulevard de Grancy 19A 1006 Lausanne
appelée ci-après	direction des travaux
et	
entreprise	
siège à	
N° de TVA/IDE	
appelée ci-après	entreprise

En collaboration avec

Dachorganisation der Schweizer Bauwirtschaft
l'organisation nationale de la construction
organizzazione nazionale della costruzione

bauen**schweiz**
construction**suisse**
costruzione**svizzera**

1 Objet du contrat

Par le présent contrat, le maître de l'ouvrage charge l'entreprise d'exécuter les travaux suivants dans le cadre du projet précité, conformément au présent contrat:

Le suivi des travaux des revêtements en tant que le laboratoire du maître d'ouvrage sur le tronçon de la RN N01 entre la jonction d'Aubone l'échangeur d'Ecublens.

Les travaux principaux consistent au remplacement de la couche de roulement sur la N01 entre les km 51.050 et 63.450, ainsi qu'au renforcement de zones localisées.

Le présent marché de service consiste à seconder la Direction Locale des Travaux en effectuant les essais de mise en œuvre et de fabrication pour le compte du MO et aux mesures de réception de l'ouvrage.

Les prestations attendues sont :

- Le prélèvement d'échantillons,
- Le stockage et le transport,
- Les essais sur site et de laboratoire ainsi que l'analyse des résultats,
- L'établissement des rapports d'essais,
- L'établissement de synthèses de résultats,
- Proposition des mesures en cas de non-respect des exigences,
- Support de la DLT et conseils de spécialiste,
- La conservation d'échantillons comme preuves à futur.

2 Eléments contractuels et leur ordre de priorité en cas de contradiction

2.1 Liste des éléments du contrat

Les éléments du contrat sont, par ordre de priorité:

- 2.1.1 Le présent contrat
- 2.1.2 Les conditions particulières inhérentes au projet selon le dossier d'appel d'offres
- 2.1.3 L'offre de l'entreprise, y compris les annexes, du Les modifications au sens de l'art. 15, al. 3, de la norme SIA 118 ne sont considérées comme convenues que si elles sont présentées séparément en annexe à l'offre et admises expressément par le maître d'ouvrage.
- 2.1.4 Les autres documents pour autant que leur contenu (tout ou partie) s'applique au présent contrat d'entreprise, notamment:
 - 2.1.4.1 le devis descriptif (selon dossier d'appel d'offres)
 - 2.1.4.2 les plans selon liste séparée (selon dossier d'appel d'offres)
 - 2.1.4.3 la norme SIA 118 (2013)
 - 2.1.4.4 les directives, les instructions de l'OFROU (www.astra.admin.ch / Standards, recherche, sécurité)
 - 2.1.4.5 les autres normes pertinentes de la SIA pour les prestations prévues, dans la mesure où elles correspondent à l'état des règles reconnues de la construction au moment de l'appel d'offres

- 2.1.4.6 les autres normes suisses des associations spécialisées, dans la mesure où elles correspondent à l'état des règles reconnues de la construction au moment de l'appel d'offres, de la VSS en particulier
- 2.1.4.7 Construction durable: conditions pour les prestations de réalisation d'ouvrage (bâtiment), édition juillet 2008

2.2 Ordre de priorité en cas de contradiction

Si les éléments du contrat susmentionnés se contredisent, leur ordre de priorité est déterminé par l'ordre dans lequel ils sont énumérés. Si des documents faisant partie d'un même élément du contrat se contre-disent, le document le plus récent prime.

Les conditions générales de l'entreprise ne sont applicables que si elles sont mentionnées au chiffre 15 («Accords spéciaux»).

3 Rémunération

3.1 Rémunération selon l'offre

La rémunération des travaux exécutés se fonde sur l'offre révisée de l'entreprise

rémunération brute, TVA non comprise		CHF	0.00
./ rabais	0,00 %	CHF	0.00
./ autres déductions	0,00 %	CHF	0.00
./ autres déductions (forfait)		CHF	0.00
Rémunération nette, TVA non comprise		CHF	0.00
TVA au taux de 7.7 %		CHF	0.00
Total de la rémunération, TVA comprise		CHF	0.00

Ce prix correspond au prix unitaire au sens de l'art. 39 de la norme SIA 118.

La répartition de la rémunération par objet inventorié, compte financier et charge par nature est effectuée conformément à la page de garde facture ci-jointe.

3.2 Règle applicable aux autres déductions

Les autres déductions convenues selon le chiffre 3.1 sont valables pour toutes les factures, à l'exception des factures de renchérissement.

3.3 Rémunérations supplémentaires

Les mêmes conditions de paiement et réductions de prix s'appliquent aux rémunérations supplémentaires au sens de l'art. 86 ss. de la norme SIA 118.

3.4 Variations de prix

Les règles ci-après s'appliquent à la rémunération pour prix unitaires ou pour prix globaux:

Les prix des matériaux sont fermes jusqu'au 30.06.2022.

Les salaires sont fermes jusqu'au 30.06.2022.

3.5 Variations des prix des travaux en régie

L'art. 49, al. 3, et l'art. 68, al. 1, ch.1 de la norme SIA 118 s'appliquent aux travaux en régie. Le renchérissement sera calculé selon ICP/CAN catégorie DIV (SIA 123/2013).

4 Modalités financières

4.1 Modalités de paiement

La rémunération est versée au moyen de paiements par acomptes selon les art. 144 ss de la norme SIA 118.

4.2 Facturation et paiement

Les factures seront remises à l'adresse suivante en un seul exemplaire, accompagnées de la page de garde facture dûment remplie:

à la direction locale des travaux munies de l'adresse suivante :

L'Office fédéral des routes OFROU

Filiale d'Estavayer-le-Lac

Place de la Gare 7, 1470 Estavayer-le-Lac

Les modalités de demande d'acompte, selon l'art. 144, al. 2 et 3, de la norme SIA 118, s'appliquent par analogie aux paiements par acomptes convenus (p. ex. selon le plan de paiement). Les factures qui ne satisfont pas à ces exigences seront renvoyées à l'entreprise pour correction et, le cas échéant, pour complément de la documentation. Les parties contestées de la facture ne sont pas échues jusqu'à la réception d'une demande d'acompte régulière.

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de faire vérifier le décompte final de l'entreprise par le Contrôle des finances. L'examen doit être effectué dans les 12 mois à compter de la date du paiement selon l'art. 155 de la norme SIA 118. Si des différences sont mises en lumière à cette occasion, il convient de procéder conformément à l'art. 154, al. 3.

4.3 Délai de vérification et de paiement

Le maître de l'ouvrage paie les montants échus dans les 45 jours à compter de la réception de la facture.

La direction des travaux vérifie le décompte final dans le délai de 30 jours à compter de sa réception (art. 154, al. 2, de la norme SIA 118).

4.4 Escompte

Un escompte de xx% sera octroyé en cas de paiement dans les xx jours à partir de l'échéance.

5 Garanties

L'entreprise ne fournit aucune garantie au maître de l'ouvrage.

6 Délais, termes et peines conventionnelles

6.1 Délais et termes justifiant la demeure

Les délais et termes ci-après s'appliquent à l'exécution du contrat par l'entreprise. S'ils ne sont pas respectés, l'entreprise est en demeure sans autre avertissement, dans la mesure où la direction des travaux a fait face à ses obligations selon l'art. 94 de la norme SIA 118:

Délai / date	Activité
01.04.2021	Début des travaux contractuels
J+1 à 16h00	Fourniture des résultats concernant la fabrication des enrobés (J = date du début de l'étape de pose)
J+2 à 16h00	Fourniture des résultats concernant la mise en oeuvre des enrobés (J = date du début de la nuit de carottage)
30.06.2022	Fin des travaux

6.2 Peine conventionnelle et conséquences de la demeure

Si l'entreprise est en demeure, elle doit payer au maître d'ouvrage, pour chaque jour ouvrable entier ou entamé, une peine conventionnelle de CHF 500.00 par jour ouvrable, mais de CHF 25'000.00 au maximum.

Le droit du maître de l'ouvrage au paiement d'une peine conventionnelle n'affecte pas ses droits résultant des défauts ni son droit de réclamer des dommages-intérêts ou son droit de faire valoir d'autres prétentions.

Si l'entreprise est autorisée à reporter les délais susmentionnés, les peines conventionnelles deviennent exigibles à l'échéance des nouveaux délais.

7 Interlocuteurs

Pour le maître de l'ouvrage

Nom	Gestion des projets
Entreprise	Office fédéral des Routes OFROU - filiale Estavayer-le-Lac
Adresse	Place de la Gare 7 1470 Estavayer-le-Lac
Téléphone	+41 58 461 87 11
Courriel	marchespublics.estavayer@astra.admin.ch

Pour la direction des travaux

Nom	
Entreprise	Groupement NIP
Adresse	p.a. Schopfer & Niggli SA Boulevard de Grancy 19A 1006 Lausanne
Téléphone	+41 21 613 14 11
Courriel	info@schopfer-niggli.ch

Pour l'entreprise

Nom
Entreprise

Adresse

Téléphone

Courriel

Sous réserve des cas de résiliation du contrat de travail, de maladie ou de décès, les personnes-clés de l'entreprise, qui sont responsables du projet, ne peuvent être remplacées après la conclusion du contrat qu'avec l'accord du maître de l'ouvrage. Une personne-clé ne peut être remplacée dans sa fonction que par une personne ayant les mêmes qualifications.

Si un interlocuteur ou les coordonnées d'un interlocuteur changent, l'autre partie en est immédiatement avertie par écrit.

8 Portée de l'autorisation de la représentation de la direction des travaux

(changements par rapport à la norme SIA 118 (2013))

Le maître de l'ouvrage est représenté par la direction des travaux, selon les art. 33 ss. de la norme SIA 118.

Font exception les déclarations de nature juridique ci-après, que le maître de l'ouvrage se réserve envers l'entreprise:

- les changements au contrat qui ne sont pas des modifications de la commande;
- les modifications de commande essentielles pour les délais, la qualité et les finances;
- les déclarations sur la présence de défauts constatés lors des réceptions sur l'ouvrage complet ou sur une partie de l'ouvrage formant un tout;
- l'exigence et la mise à contribution de garanties et de peines conventionnelles;
- la reconnaissance du décompte final (changement par rapport à l'art. 154, al. 3, de la norme SIA 118).

La reconnaissance des métrés (cf. art. 142, al. 1, de la norme SIA 118) et la signature des rapports des travaux en régie (cf. art. 47, al. 2, de la norme SIA 118) par la direction des travaux constituent une supposition naturelle de leur exactitude, mais ne représentent pas une reconnaissance de dette du maître de l'ouvrage.

La direction des travaux est habilitée à adjudger elle-même des prestations et des livraisons uniques et constituant un tout, dans le cadre du devis descriptif, jusqu'au montant de CHF 5'000.00 par cas (sans la taxe sur la valeur ajoutée).

9 Modification de commande du maître d'ouvrage

(complément aux art. 84, al. 1, ss. de la norme SIA 118 (2013))

Si les instructions du maître de l'ouvrage ou la remise de plans modifiés ne représentent pas une concrétisation des prestations convenues à l'origine mais une modification de commande, le maître de l'ouvrage doit expressément en faire la remarque à l'entreprise.

Si une telle remarque est omise mais que l'entreprise est d'avis que les instructions ou les plans modifiés représentent une modification de commande, elle en informe le maître de l'ouvrage avant d'entamer les travaux.

Dans tous les cas, l'entreprise informe le maître de l'ouvrage lorsqu'elle estime que la modification de commande entraîne une modification considérable de la rémunération et/ou des délais contractuels, et ce avant le début des travaux. A condition que cela puisse raisonnablement être exigé compte tenu du temps disponible, l'entreprise établit à l'attention du maître de l'ouvrage, avant le début des travaux, une offre portant sur le supplément ou la réduction de prix.

C'est le prix unitaire convenu sans considération de la quantité exécutée qui est applicable (changement par rapport à l'art. 86 de la norme SIA 118).

10 Conditions météorologiques défavorables

(précision de l'art. 60, al. 2, de la norme SIA 118 (2013))

Les indemnités qui ne sont pas couvertes par l'assurance-chômage mais qui doivent être versées aux ouvriers en vertu d'une convention collective doivent être prises en compte dans l'offre.

11 Paiement direct aux sous-traitants / dépôt

(complément à l'art. 29, al. 1, de la norme SIA 118 (2013))

En cas de difficultés de paiement de l'entreprise, de différends graves entre l'entreprise et ses sous-traitants/fournisseurs ou pour d'autres raisons importantes, le maître de l'ouvrage peut, après avoir entendu les intéressés, payer directement le sous-traitant ou le fournisseur ou consigner le montant aux frais de l'entreprise, dans les deux cas avec effet libératoire à l'égard de l'entreprise. Dans tous les cas, le maître de l'ouvrage en informe cette dernière par écrit.

12 Avis d'achèvement des travaux; vérification commune

(changement par rapport à l'art. 158, al. 1, et complément à l'art. 158, al. 3, de la norme SIA 118 (2013))

L'entreprise doit aviser la direction des travaux de l'achèvement complet de l'ouvrage même si le maître de l'ouvrage le met en service (p. ex. pour en poursuivre la construction).

Un procès-verbal de la vérification commune doit être établi même si aucun défaut n'a été constaté.

13 Assurances

13.1 Assurance de construction du maître de l'ouvrage

Le maître de l'ouvrage n'a pas conclu d'assurance de construction pour l'ouvrage.

13.2 Assurance responsabilité civile professionnelle de l'entreprise

L'entreprise ou l'association d'entreprises (société simple au sens des art. 530 ss. CO) déclare avoir conclu l'assurance responsabilité civile professionnelle ci-après pour la durée du mandat. Elle garantit qu'elle maintiendra cette assurance pendant toute la durée du mandat et qu'elle présentera au maître de l'ouvrage, sur sa demande, les attestations d'assurance valables:

Forfait pour les dommages corporels, les dommages matériels et les dommages consécutifs (garantie unique par événement)	CHF	10'000'000.00
--	-----	---------------

Compagnie d'assurance

N° de police

Franchise par événement

(max. 20% de la somme assurée)

CHF

14 Dispositions relatives à la protection des travailleurs, conditions de travail et égalité de traitement

Pour les prestations fournies en Suisse, l'entreprise s'engage à observer les dispositions relatives à la protection des travailleurs et les conditions de travail en vigueur au lieu où la prestation est fournie. Elle déclare avoir payé les cotisations sociales et les primes d'assurance, ainsi que les autres contributions selon les

contrats-cadres de travail, s'ils existent. De plus, elle s'engage à respecter l'égalité salariale entre femmes et hommes pour les prestations fournies en Suisse.

Si l'entreprise fait appel à des tiers pour l'exécution du contrat, elle est tenue de les obliger à respecter également les principes susmentionnés.

Par ailleurs, l'entreprise assure qu'elle n'a pas conclu et ne conclura pas d'accord ou/et qu'elle n'a pris et ne prendra aucune autre mesure susceptible de restreindre la concurrence. Elle s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la corruption, de manière à ce qu'aucun don ou autre avantage notamment ne soit offert ou accepté.

En cas de non-respect des obligations ci-dessus, l'entreprise est tenue de payer au maître de l'ouvrage une peine conventionnelle correspondant à 10,00% du montant du marché hors TVA, mais au maximum de CHF 100'000.00 par cas. A noter que tout cas entraîne généralement l'annulation de l'adjudication ainsi que la résiliation anticipée du contrat.

15 Accords spéciaux

15.1 Cession

La cession de créances découlant du présent contrat d'entreprise doit être annoncée par écrit par l'entreprise au maître de l'ouvrage et n'est admise qu'avec l'autorisation écrite de ce dernier.

15.2 Sous-traitants

L'entreprise ne peut confier des travaux à un sous-traitant qu'avec l'autorisation écrite du maître de l'ouvrage. Dans un tel cas également, elle reste responsable envers le maître de l'ouvrage.

15.3 Préparation

La position des conduites existantes, pour autant qu'elle ait pu être déterminée pour chaque type, ressort des plans. Il faut toutefois s'attendre à des imprécisions sur les plans. En complément à l'art. 5, al. 3, de la norme SIA 118, l'entreprise est tenue, avant d'entamer les travaux, de demander les plans et les croquis les plus récents à tous les propriétaires de conduites ou à la direction des travaux et de s'informer sur la position exacte des conduites.

15.4 Assurance qualité

Complément à la norme SIA 118:

Si l'entreprise est en retard dans l'exécution des mesures d'assurance qualité qu'elle est tenue de réaliser sans faute du maître de l'ouvrage, ce dernier lui fixe un délai pour y remédier. Si elle ne s'exécute pas dans le délai imparti, le maître de l'ouvrage est habilité à prendre lui-même les mesures nécessaires ou à les confier à un tiers, aux frais et risques de l'entreprise.

Si des différences de qualité dues manifestement à de mêmes causes ou à des causes semblables se répètent, le maître de l'ouvrage est habilité à faire interrompre les travaux aux frais et risques de l'entreprise jusqu'à ce que la ou les causes soient trouvées et éliminées. Les droits du maître de l'ouvrage de procéder conformément à l'art. 366, al. 2, CO lorsque les conditions sont remplies restent inchangés.

Les mesures d'assurance qualité prévues contractuellement et leur exécution correcte ne libèrent pas l'entreprise de sa responsabilité pour les défauts.

L'entreprise est responsable de tout défaut de l'ouvrage qui aurait pu être évité si les mesures d'assurance qualité convenues avaient été exécutées correctement, raison pour laquelle elle répond également des dommages consécutifs au défaut.

15.5 Délais de dénonciation des défauts

A l'exception des prestations ci-après, les délais de dénonciation des défauts sont de 3 ans pour tous les travaux et les livraisons, à compter de la date de la réception de l'ouvrage.

(Remplace l'art. 172, al. 1, de la norme SIA 118)

Pour les prestations ci-après, les délais de dénonciation des défauts sont de 5 ans:

- Bordures et pavages
- Revêtements de route et étanchéités
- Reprofilage de béton
- Joints de dilatation de la chaussée
- Protection contre la corrosion
- Parois anti-bruit
- Equipements de protection passifs
- Revêtements de surface

Pour les marquages, les délais de dénonciation des défauts se calculent selon le chiffre 4 de la fiche technique 21001-11212 (Garantie des marquages).

15.6 Publications

Les publications dans les médias, les exposés et les ouvrages spécialisés, en relation avec le présent projet, doivent être convenues préalablement avec le maître de l'ouvrage. La publication de plans, de descriptions et de photographies de plans et de l'ouvrage est soumise dans tous les cas à l'approbation écrite préalable du maître de l'ouvrage.

15.7 Conservation de documents

L'entreprise conserve, pendant 10 ans au moins à compter de la date du paiement final complet, tous les documents liés au présent contrat et qui n'ont pas été remis au maître de l'ouvrage comme originaux (p. ex. documents sur les phases décisionnelles et sur l'ouvrage réalisé, à savoir plans, croquis, calculs, contrats d'entreprise, commandes, codes-sources, supports de données, etc.), qui doivent rester propres à l'emploi. Avant de détruire ces documents et ces données, elle propose par écrit au maître de l'ouvrage de les reprendre gratuitement.

16 Droit de regard (selon Art. 5 OMP)

Pour évaluer les prix du présent contrat et de toute commande subséquente (avenants ou contrats similaires), l'entreprise accorde à la Confédération suisse, sur demande, un droit de regard sur le calcul prévisionnel des prix (y compris tout ajustement de prix / prix formules) relatif à ce contrat et à toute commande subséquente ou similaire et fournit gratuitement tous les documents et informations nécessaires. En plus il fournit, sur demande, les résultats du calcul rétrospectif de l'achat à la base du présent contrat ou d'autres achats similaires. La vérification du calcul rétrospectif ne peut pas conduire à une modification des prix du présent contrat.

16.1 Principe

La vérification du prix repose sur la comptabilité financière et la comptabilité d'exploitation de l'entreprise ainsi que sur le calcul prévisionnel et/ou le calcul rétrospectif du prix du contrat fondés sur ces dernières. Le calcul indique les coûts de revient, présentés sous la forme usuelle dans la branche, ainsi que les suppléments pour risques et le bénéfice.

16.2 Réduction de prix consécutive à la vérification

Si la vérification du prix révèle que le prix convenu dans le contrat est trop élevé, on procédera à une adaptation vers le bas par un avenant au contrat.

La vérification du prix ne peut en aucun cas aboutir à une hausse de ce dernier.

16.3 Devoir d'information

L'entreprise est tenue d'informer le maître de l'ouvrage par écrit six mois à l'avance de son intention de cesser de conserver les documents contenant le(s) calcul(s) ou les documents afférents à ce(s) dernier(s).

16.4 Exécution de la vérification du prix

La vérification du prix est exécutée par l'inspectorat des finances/le service de révision interne compétent et/ou le Contrôle Fédéral des Finances (ci-après le service de vérification).

Si le soumissionnaire est étranger, le service de vérification suisse peut charger le service de vérification étranger compétent de la vérification du prix ou l'associer à la vérification. Le service de vérification fixe la date de la vérification avec l'entreprise. Les vérifications de prix, les renseignements et les documents doivent être traités de manière confidentielle.

Le résultat de la vérification et les informations nécessaires à sa compréhension sont communiqués par le service de vérification à la direction du maître de l'ouvrage au moyen d'un document confidentiel.

16.5 Sous-traitants fournissant une part importante des prestations

L'entreprise s'engage à garantir le même droit de regard en faveur de la Confédération suisse dans les contrats conclus avec les sous-traitants fournissant une part importante des prestations.

L'entreprise est exonérée de cette obligation s'il peut prouver que ses acquisitions auprès du sous-traitant sont réalisées dans des conditions de concurrence et sont économiquement avantageuses.

Si la vérification du prix effectuée auprès d'un sous-traitant conduit à une réduction de prix, l'entreprise est tenue de répercuter cette dernière, y compris les suppléments sur le prix convenu avec le maître de l'ouvrage, quels que soient ses frais ou ses bénéfices.

L'entreprise s'engage de communiquer au maître de l'ouvrage les noms des sous-traitants fournissant une part importante des prestations avant de conclure les contrats avec ces derniers.

17 Entrée en vigueur

Le présent contrat entre en vigueur au moment de sa signature par les parties.

18 Modifications du contrat

Pour être valables, les modifications ou compléments apportés au présent document ou aux autres éléments du contrat doivent faire l'objet d'un accord écrit entre les parties. Cela vaut également pour la suppression de

cette règle. Le droit à la modification de commande dont dispose le maître de l'ouvrage est dans tous les cas réservé.

Si une disposition du présent contrat comporte des lacunes, est sans effet juridique ou s'avère, pour quelque autre raison, inapplicable, cela n'affecte pas la validité des autres dispositions du contrat. Dans un tel cas, les parties conviennent d'une disposition de substitution valable qui, d'un point de vue économique, se rapproche le plus possible de la disposition qu'elle remplace.

19 Droit applicable, litiges et for

Seul le droit suisse s'applique au présent contrat. Les dispositions de la Convention des Nations unies du 11 avril 1980 sur les contrats de vente internationale de marchandises (Convention de Vienne, RS 0.221.211.1) sont expressément exclues.

En cas de litige, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable par des entretiens directs. Elles font éventuellement appel à une personne indépendante et compétente, chargée de les concilier. Chaque partie peut aviser l'autre par écrit qu'elle est prête à s'engager dans une procédure de règlement du litige (entretiens directs ou recours à un médiateur). En cas de recours à un médiateur, les parties définissent conjointement avec celui-ci la procédure appropriée et les règles à respecter.

Si les parties ne conviennent pas d'une procédure de règlement du litige ou ne parviennent ni à régler le litige ni à s'entendre sur le choix du médiateur dans les 60 jours suivant la date de réception de l'avis ou si la médiation n'aboutit pas dans les 90 jours suivant cette même date, chaque partie peut porter le litige devant les tribunaux ordinaires de Berne.

20 Langue utilisée pour le contrat et les négociations

Le texte français du contrat est déterminant. La correspondance et les négociations liées à ce contrat seront en français exclusivement.

21 Expédition

Le présent contrat est établi en 2 exemplaires de la même teneur (1 x maître de l'ouvrage, 1 x entreprise).

22 Signatures

Estavayer-le-Lac, le

Office fédéral des routes

Signature
Gestion des projets

Signature
Gestion des projets

, le

Prénom et nom:
Fonction:
(en lettres capitales)

Annexe(s)

Page de garde facture (sera établie à la conclusion du contrat)

Matrice des coûts (sera établie à la conclusion du contrat)